

## Le Burundi échappera-t-il cette fois à une rechute sanglante ?

The Conversation, 25 janvier 2016 Heurs et malheurs du « le burundais » Par André Guichaoua Professeur des universités, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne Lors de leur accession à l'indépendance en 1962, les deux petits royaumes enclavés qui composaient la colonie belge du Ruanda-Urundi se séparèrent. Au Rwanda, les « peuple majoritaire » s'étaient emparés du pouvoir dès 1959 en chassant les « lités » promues par les autorités coloniales belges puis en proclamant la République. Entre 1959 et 1967, les affrontements firent des dizaines de milliers de morts et des centaines de milliers de réfugiés majoritairement tutsi.

Au Burundi à l'inverse, un noble tutsi accédait au pouvoir à la tête d'un parti multiethnique et la monarchie constitutionnelle était consacrée. Mais très vite, le contrecoup de la révolution politique rwandaise et la cristallisation des rivalités ethniques qui l'accompagnaient vont le gagner. Les deux pays connaîtront ensuite des cycles de violence meurtrières en miroir où les acteurs politiques jouèrent d'habitude des fantasmes et peurs collectifs pour mobiliser les « peuples » et surimposer les identités ethniques à toutes autres formes d'appartenance et de solidarité sociale. Au Burundi en 1972 lors du génocide d'innocentes populations hutu qui fit entre 100 à 200 000 victimes et en 1993 ; au Rwanda en 1973 et 1994 lors de la guerre et du génocide où plus de 800 000 tutsi et des dizaines de milliers de hutu furent massacrés. Au Burundi, si la mainmise des « lités » tutsi sur le pouvoir se prolongea jusqu'en 1993, les premières élections démocratiques élirent un président de la République hutu, Melchior Ndadaye. Trois mois après, lors d'une tentative de putsch dirigée par des militaires tutsi, son assassinat et celui de la plupart des hauts dignitaires du pays, déclenchèrent des massacres et une répression militaire qui firent plus de 100 000 morts hutu et tutsi, ainsi que des centaines de milliers d'exilés et de déplacés. Le pays sombra alors dans une longue guerre civile qui coûta entre 200 à 300 000 victimes. Confrontés à une nouvelle crise institutionnelle, le Burundi échappera-t-il cette fois à une rechute sanglante face à l'exploitation politicienne des peurs et des passions ? 2005-2010 : une stabilisation fragile Au terme de douze années de guerre civile, de négociations et de transition politique, le référendum de février 2005 instaurait au Burundi un nouvel ordre constitutionnel établissant une démocratie consensuelle fondée sur le partage du pouvoir à tous les niveaux. Sa tenue, la participation exceptionnelle des électeurs (90 %) et la majorité écrasante qui en ressortait (91 %) mettaient fin aux manœuvres politiciennes à l'origine de nombreux reports, aux frustrations, surenchères et lectures divergentes des concessions des uns et des autres. La voie était ainsi ouverte aux scrutins qui devaient sceller le retour de la paix et de la stabilité. Lors des élections générales qui ont suivi, quelque 80 % des suffrages se portaient sur les deux grands partis pro-hutu (CNDD-FDD et Frodebu) et confirmaient la volonté majoritaire qui s'était exprimée en 1993 lors des premières élections libres et pluripartites du Burundi indépendant au profit du Frodebu (Front pour la démocratie au Burundi) de Melchior Ndadaye. En 2005, les électeurs, qui voulaient la paix, donnaient une large majorité dans les deux chambres au CNDD-FDD, le mouvement le plus puissant de la rébellion hutu susceptible de s'imposer aussi bien vis-à-vis de l'ex-armée rwandaise que des autres rébellions émanant du Congo RUnies en congrès le 19 août, ces deux chambres élisaient Pierre Nkurunziza président de la République. Suivi cinq années de rodage des nouvelles institutions et de décantation politique au cours desquelles les oppositions se déchiraient, alors que le CNDD-FDD parachevait son implantation nationale, sans échapper lui-même à une succession de crises internes de leadership et de répartition des dividendes du pouvoir entre les cadres militaires du parti. Quant au président Nkurunziza, ne pesant guère sur des conflits qui lui échappaient largement, il usait de son charisme personnel lors d'innombrables contacts avec les populations rurales pour incarner aux yeux de la population une unité par défaut. Quelques mois avant la fin de la législature en 2010, une reprise en main du parti CNDD-FDD par son noyau militaire, le renouvellement de la quasi-totalité de ses élus en fin de mandat et la reconduction par les « généraux » du président sortant, sorti indemne des luttes internes, lui permettaient d'affronter le verdict des électeurs sans trop de crainte. Les élections de 2010 se jouaient sur le seul scrutin communal qui enregistrait un soutien massif des populations rurales envers les candidats présentés par le CNDD-FDD avec 64 % des voix. Ce résultat traduisait l'aspiration à la stabilité des électeurs appelés, pour la première fois dans l'histoire du pays, à voter à normal d'une chance électorale. Mais la forte participation électorale et les scores obtenus par le CNDD-FDD exprimaient aussi un réel satisfecit envers un pouvoir qui avait su apaiser les divisions ethniques et surtout aussi l'intégration des forces armées à parité ethnique, désormais sous le contrôle de l'exécutif et « concilier le peuple ». De même, la population accédait à de nouveaux espaces de liberté grâce à la multiplication des radios indépendantes et à la vitalité de la société civile. Mauvaises perdantes, les formations politiques de l'opposition boycottaient la suite du processus électoral. Mot d'ordre que la majorité des électeurs refusèrent en apportant leur voix au CNDD-FDD aux scrutins législatif et présidentiel suivants. L'absence quasi totale des partis de l'opposition divers échelons de la représentation nationale donnait les pleins pouvoirs au parti CNDD-FDD et Pierre Nkurunziza, seul candidat, était élu en juin 2010 sans faire vraiment campagne avec un score de 91 % et un taux de participation de 77 %. 2010-2015 : le premier « vrai » mandat de Pierre Nkurunziza Choisie par la population et les militants sur les collines, cette généralisation des « civils » qui prenaient le contrôle des administrations communales et provinciales qui entraient au Parlement tiraient désormais leur légitimité des urnes et non de leurs faits d'armes dans la rébellion. Ces représentants de la « majorité démocratique » n'avaient plus à être adoués par des instances informelles (les « militaires », le « conseil des sages », etc.) et pouvaient s'emanciper. Il en allait de même de Pierre Nkurunziza, installé puis reconduit dans ses fonctions présidentielles par les militaires du parti, désormais placés à l'écart du suffrage populaire. Il lui fallut deux ans pour vaincre plusieurs des « militaires » de la direction du parti, installer une équipe dirigeante acquise à sa personne et s'assurer le contrôle effectif de la Ligue des jeunes du parti, les Imbonerakure (« Ceux qui voient loin » en français). Ses membres assurent généralement sur les collines et dans les quartiers urbains l'encadrement, la mobilisation et la « sensibilisation » des populations. Après l'élection de Nyabenda, en avril 2012, la présidence du parti CNDD-FDD, la nouvelle direction reprenait en main ces jeunes sous la

direction du général Adolphe Nshimirimana, l'homme chargé du renseignement, et du commissaire de police principal Gervais Ndirakobuca – les plus fidèles soutiens de Pierre Nkurunziza. Avec un objectif principal : développer le mouvement au sein de la police, de l'armée, des administrations publiques puis de l'implanter dans les milieux intellectuels. Ainsi, les Jeunesses Imbonerakure se sont installées comme une force politico-militaire puissante permettant à Pierre Nkurunziza de s'imposer au cœur du dispositif du pouvoir, et donc comme le candidat incontournable du parti vis-à-vis des deux autres forces susceptibles de le concurrencer avec un candidat issu de ses rangs (la Police) ou de s'opposer à ses ambitions en tant que garante de la Constitution (les Forces de Défense nationale, FDN). Avec les Imbonerakure, le président disposait d'une force totalement dévouée, assurant l'hégémonie du parti sur les dans les quartiers des communes sans avoir à solliciter les représentants des autres forces de maintien de l'ordre. C'est ainsi qu'au terme de ses dix années à la tête de l'État, le président Nkurunziza a progressivement modifié les rapports de force entre les différentes instances du pouvoir et les diverses composantes du parti. Il a notamment consolidé des liens de solidarité durables avec tous ceux qui se consacrent au renforcement du parti parce qu'ils en vivent – directement ou indirectement – dans les collectivités et administrations territoriales, les projets de développement etc. Ainsi peut-on mieux comprendre pourquoi, après avoir enfin réussi à concentrer en leurs mains les outils et les ressources du pouvoir, il leur apparaissait insupportable de renoncer. Et ce d'autant plus qu'il restait une tâche importante à franchir pour assurer la pérennité du « Burundi refondé », et donc aussi celle du pouvoir CNDD-FDD, savoir modifier la Constitution, notamment les articles relatifs au partage du pouvoir, et la dissolution des accords d'Arusha. L'éruption des aspirations démocratiques dans la campagne électorale de 2015 Comme en 2010, le ministre de l'Intérieur a reconfiguré le champ des partis agrégés si bien que l'entrée en campagne a été en trois mois à l'avance, par une montée des violences, de la répression et des attaques contre toutes les catégories d'acteurs ou potentiels. Étant donné les divisions structurelles de l'opposition, personne ne doutait vraiment que le CNDD-FDD gagnerait les élections dont l'enjeu se concentrait sur la majorité des deux tiers dont le CNDD-FDD avait besoin pour changer la Constitution. Le 25 avril 2015, lorsque le Congrès du parti a entériné la candidature de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat au terme d'un laborieux parcours procédural, les autorités s'attendaient certes à de vives contestations tout en estimant pouvoir venir à bout des protestations politiciennes sans avoir à surmonter beaucoup plus de difficultés qu'avec ses propres frondeurs. Mais, paradoxalement, le verrouillage de la campagne électorale qu'aucun candidat ou parti n'avait pu briser a brutalement volé en éclats. L'éruption d'une contestation spontanée et durable, mobilisant de larges secteurs de la population de Bujumbura ne faisait pas partie des scénarios envisagés par les partisans du président Nkurunziza comme par les opposants, d'ailleurs. Invoquant l'après-midi les accords d'Arusha, la paix retrouvée, l'armée garante des institutions, les médias libres, les réseaux sociaux, tout le peuple s'est émancipé chaque jour un peu plus de ses peurs. Et il est rapidement devenu évident que cet impressionnant mouvement d'opposition puis de résistance allait bien au-delà du refus du troisième mandat. Plus profondément, la rupture généralisée qui s'exprime alors illustre la désillusion des Jeunesses urbaines et rurales, le travail en ville ou la survie sur des parcelles de terre épuisées. Confrontés à l'impuissance du nouveau régime à desserrer les contraintes économiques et offrir des perspectives d'avenir, elles refusent le retour à un ordre autoritaire qui ne cesse de restreindre les libertés individuelles et collectives et de renforcer l'encadrement des populations. La dimension politique de cette révolte se prolonge au travers d'une double exigence éthique de respect de la dignité des citoyens et de moralisation des élites au pouvoir. Des aspirations comprises voire partagées par tous, au-delà des ethnies et des régions d'origine, mais que ces élites ne peuvent ou refusent d'entendre. Le 13 mai 2015, après la tentative avortée du haut commandement de l'armée de suspendre le président de ses fonctions, le camp présidentiel peut enfin rétablir l'ordre en usant de toutes ses forces avec l'interdiction durable de toute diffusion d'informations indépendantes, l'arrestation des officiers et militaires hostiles à la répression de manifestants pacifiques, la soumission des quartiers contestataires. S'enclenche alors un processus de montée des violences, des tueries, des exactions, des opérations coups de poing des opposants, des assassinats ciblés croisés accompagnés de défection militaires et de policiers, de fuites en exil des militants et l'installation durable de camps de réfugiés aux frontières. C'est dans ce contexte que les élections se déroulent, en juillet 2015, à seule fin de valider formellement la reconduction de l'État-major sortant et de ses partisans avec des scores autorisant à l'avenir les modifications constitutionnelles nécessaires pour en finir avec les subtilités de la démocratie consociative instaurée par les accords d'Arusha. À la fin du mois, la reprise en main des forces de sécurité, la consécration du CNDD-FDD comme parti unique de facto, le renouvellement des chambres, la reconduction du Président et la mise en place d'un nouveau gouvernement sont assurés. Et maintenant, quelles issues ? Six mois après, selon les autorités, la « situation sécuritaire est maîtrisée », l'État connaît la paix régionale au Burundi. Mais on peut penser aussi, certains jours, que les attaques de groupes armés et les opérations de représailles de forces paramilitaires s'apparentent plus à un contexte de guerre civile aussi bien dans la capitale que dans de nombreuses communes de l'intérieur. Pour autant, l'intervention d'une opération de maintien de la paix régionale ou internationale suscite un scepticisme général et se heurte, d'un côté, à une opposition d'élites burundaises et, de l'autre, aux pratiques diplomatiques habituelles en matière de souveraineté des États. Sur le plan politique, la plupart des chefs de l'opposition et de nombreux ex-dignitaires du régime se sont exilés, sans guère de prise sur la situation intérieure. Bien que regroupés au sein du Conseil national pour le respect de l'Accord d'Arusha de l'État de droit (CNARED), qui exige toujours le départ du Président, il est souvent difficile de savoir qui parmi eux s'exprime au nom du collectif, voire même si le refus de la lutte armée fait l'unanimité en son sein. Du côté des institutions fonctionnelles, dit-on, et malgré les velléités de tel ou tel, il n'y aurait rien à négocier non plus. Le pouvoir, le temps jouerait apparemment en sa faveur et lui permettrait de consolider le statu quo. À ce stade de la déstabilisation, alors que bien des ressources politiques peuvent encore être mobilisées pour aggraver les tensions et radicaliser les protagonistes, aucun camp ne peut imaginer qu'il maîtriserait ou surmonterait les conséquences d'une escalade de libération de la violence. Les autorités se désolidariseraient, les nouvelles rébellions ne pourraient contenir

représailles et s'isoleraient. On peut cependant en douter pour deux raisons. La première tient à la capacité des autorités à desserrer l'âtreinte financière imposée par les bailleurs de fonds et à chapper à un collapse économique. L'économie mafieuse peut pallier un temps, mais le Burundi n'est pas de la République démocratique du Congo (RDC), contrairement à bien des analogies propagées. La seconde, plus décisive, est d'ordre politique. Le « modèle burundais » qui s'est progressivement construit au début des années 2000 avec la signature des accords de cessez-le-feu et le retour progressif de la paix n'a pu s'imposer que grâce à l'exceptionnelle capacité de recomposition des liens sociaux dont les populations ont fait preuve. En effet, malgré la guerre civile, le travail méthodique de déstructuration et de fragmentation des liens sociaux parallèle à l'exacerbation des rivalités ethno-identitaires menée par les apparus militaires en compétition n'a jamais pu transgresser les rivalités et les institutions qui soudent l'unité nationale. Le sentiment d'appartenance partagé fonde la forte résilience du cadre politique et des institutions. Il explique aussi la grande maturité politique des élites burundais chaque fois qu'ils ont pu s'exprimer librement. L'actuelle mise à l'échec de ce modèle ne tient ni aux principes des accords, ni au cadre constitutionnel. Le « modèle burundais » n'est pas le résultat des accords d'Arusha exigeait bien trop de vertu de la part de ceux qui il revenait de le conforter. C'est cette leçon que tous les Burundais (d'âges-) abusés retiennent et partagent actuellement. Elle repose sur quelques constats factuels qui font l'actualité, malgré la chape de silence qui s'est abattue sur le pays : l'initiative de la crise actuelle n'est pas l'actuelle négociation qui, en toute connaissance de cause, a pris le risque de compromettre les acquis de la paix et de la réconciliation. Aujourd'hui comme hier, aucune volonté collective ni nécessité d'intérêt national n'a été au service du bien-être et l'opportunité de ce choix de convenance personnelle. De même, pour l'avenir prévisible, alors que la guerre et la misère s'installent, aucun bénéfice identifiable n'en ressort en matière de paix, de stabilité et de développement ; Quelles que soient les sensibilités politiques, les mises en scène officielles obligées ne suffisent pas à garantir l'existence d'un soutien populaire résolu et durable et plus encore n'attestent la disponibilité des ressources humaines et financières nécessaires à la poursuite de la reconstruction. Le sacrifice des cadres et militants du CNDD-FDD et de l'appareil d'État solidaire. Le soulagement de la population a massivement exprimé le soir du 13 mai à Bujumbura ou fait connaître avec prudence dans la plupart des provinces du pays, après une tentative de putsch militaire avorté, reste dans toutes les mains. Tout comme les artifices auxquels les autorités ont dû sans cesse recourir pour arriver à des résultats présentables au terme du chemin de croix électoral de juin-juillet 2015. Enfin et surtout, la désapprobation des violences, de la terreur et des exclusives manifestée par les populations démontre clairement que l'obligation de participer à une guerre civile n'est pas encore gagnée les esprits de la majorité des Burundais. Dès lors que viennent les sollicitations, personne ne croit que la paix reviendra par la voie des armes et de la contrainte. Au regard de ces antécédents, les Burundais âges qui ont depuis des mois fait preuve d'un courage, d'une constance et d'une maîtrise exceptionnels pour contenir la dérive guerrière en affrontant les conséquences dramatiques n'ont guère d'autre choix que d'imposer eux-mêmes aux armes. Il faut pour cela que les forces de paix puissent à nouveau s'exprimer et que leur parole soit audible. C'est à elles qu'il appartient d'imposer l'ouverture de négociations pour établir et enrichir le « modèle burundais ». À Burundi : S'alarmer vite, ou faut-il intervenir avant qu'il ne soit trop tard ? Jeune Afrique, 25 janvier 2016 Burundi : une peur bleue Alors que le pays s'enfonce dans la violence, un rapport onusien, divulgué début janvier, évoque différents scénarios. Y compris celui d'un génocide. S'alarme-t-on trop vite, ou faut-il intervenir avant qu'il ne soit trop tard ? Qu'importe que les bruits qui courent soient vérifiés ou que les inquiétudes soient fondées. Ici, à Ruhororo, on a peur, de cette peur qui paralyse, et rien d'autre ne compte. Dans ce site de « déplacés intérieurs » qui ont fini par se sédentariser, le passage à l'empire sur les réalités du présent. Les massacres de 1993 consécutifs à l'assassinat du premier président au suffrage universel, Melchior Ndadaye, un Hutu, qui avaient obligé ces hommes, ces femmes et ces enfants à fuir leurs collines et à se réfugier ici, font partie de leur ADN. « On est des Tutsis au milieu de Hutus. Depuis des mois, on nous menace, on nous observe. Le passage nous a montré de quoi les Burundais sont capables. On a peur », glisse un habitant qui, comme tant d'autres dans le Burundi d'aujourd'hui, refuse de donner le moindre indice pouvant permettre son identification. Ils ont tellement peur, les habitants (des paysans pour la plupart) de ce village situé dans le nord du pays, à 20 km de Ngozi, le fief du président Pierre Nkurunziza, qu'ils ont, en décembre 2015, écrit une lettre au secrétaire général des Nations unies. « Monsieur, ne prenez pas la liberté de nos cris d'alarme, de grâce, intervenez ! » prouvé en substance. « Que l'organisation dont vous êtes responsable soit vigilante afin d'éviter que le génocide ne se reproduise », alertent-ils. Il suffit d'étudier le contexte pour comprendre. Un village très majoritairement composé de Tutsis dans une région de Hutus. Des terres fertiles que les « autochtones » réclament depuis des années. Des bagarres courantes. Et, surtout, ces déclarations incendiaires de responsables politiques inoculant un poison que l'on pensait avoir définitivement éliminé ici : l'ethnisme. N'est-ce pas le président du Sénat, Ruvyiron Ndirakobuca, entendu, voici trois mois, que des parcelles pourraient bientôt être disponibles ? À Ruhororo, « on a tous frôlé quand on a entendu ça », confie un habitant. Le génocide, un scénario peu probable ? Ce n'est certainement pas la menace des habitants de Ruhororo qui a poussé Hervé Ladsous, le chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU à signer début janvier un mémorandum destiné aux membres du Conseil de sécurité, dans lequel il est écrit qu'un génocide est un scénario plausible au Burundi. Mais elle y a peut-être contribué, comme les innombrables témoignages de victimes recueillis depuis des mois par la trentaine d'enquêteurs du Haut-Commissariat des Nations unies pour les droits de l'homme qui circulent dans le pays. Selon ce document qui aurait dû rester confidentiel, la situation ne cesse de se détériorer. Les membres de l'opposition et de la société civile sont, explique le rapport, toujours pris pour cible par les services de sécurité et par les Imbonerakure, le surnom donné aux jeunes du parti au pouvoir. Une fois le constat dressé, trois scénarios sont envisagés : le statu quo, c'est-à-dire une situation stabilisée mais ponctuée de violences sporadiques ; l'intensification des violences et le développement de rébellions (autrement dit : une guerre civile) ; enfin, la transformation d'une crise politique en un conflit à caractère ethnique. Ce rapport, précise un diplomate, n'est rien d'autre qu'une base de travail. Selon une source onusienne, « il est de notre devoir, en matière de maintien de la paix, de prévoir toutes les situations, surtout les plus graves ». Celle d'un génocide à la rwandaise, dans lequel une partie

la population serait appelée à exterminer une autre et passerait à l'acte, semble peu probable. « Ça ne prendra pas nous vivons tous ensemble, Hutus et Tutsis », clame, à l'abri d'une voiture et à l'abri des regards, un jeune que l'on dit recherché par la police, et qui quittera le pays deux jours après notre entretien. Cet optimisme, beaucoup le partagent. « Ceux qui manifestent sont nés après 1993 ou peu avant, analyse un prêtre influent qui souhaite, lui aussi, rester anonyme. Ils ne sont pas marqués par le poids du passé. Eux ne rêvent que d'un avenir. » Mais qui peut vraiment dire comment naît un génocide ? Certes, aujourd'hui, « la répression touche autant les Hutus que les Tutsis, les politiques que la société civile, et les villes que les campagnes », admet un membre éminent de l'Uprona, un parti d'opposition, un des rares qui est resté au pays. « Il faut toutefois reconnaître que la répression cible de plus en plus des Tutsis », ajoute-t-il. Ce qu'il craint et selon lui, ce n'est qu'une question de temps -, c'est « que la finisse par être obligée de marcher dans la même direction que le pouvoir ». Les jeunes n'y croient pas. Mais leurs aînés, qui ont connu les années de sang, savent que tout est possible. Le CNDD-FDD, un parti schizophrane au pouvoir, évite soigneusement de ce genre d'accusations. Chiffres et théorie du complot à l'appui. « C'est des Rwandais, explique Pascal Nyabenda, qui cumule les présidences du CNDD-FDD et de l'Assemblée nationale. Au Burundi, on ne songe pas à cela. Dans notre gouvernement, nous comptons 60 % de Hutus et 40 % de Tutsis : comment un tel gouvernement pourrait-il commettre un génocide ? » Au CNDD-FDD aussi, il y a des Tutsis. Comme cette sénatrice, Aveline Butoyi. « Vous pensez que je pourrais appartenir à un parti qui veut la mort de mon peuple ? » interroge-t-elle. Il faut croire que, pour elle, la vie n'est pas facile ces jours-ci. « Je suis tutsie, mais j'ai peur d'être tuée par des Tutsis. Dans mon village, très majoritairement tutsi, je suis accompagnée par des hommes en uniforme car j'ai peur des miens. » « Le danger le plus immédiat, c'est une guerre civile, mais n'est-ce pas déjà ? » Au cours d'un discours de façade, le CNDD-FDD semble pris d'une telle schizophrénie. Ses barons n'ont que le mot de démocratie sur la bouche quand toutes les libertés publiques sont mises à bas, et ils jurent vouloir en finir avec l'accusation d'ethnicisme alors qu'ils font du « pouvoir tutsi » leur principal ennemi. Daniel Gelase Ndabirabe est le porte-parole du parti. Pour lui, il ne fait guère de doute que « les questions d'aujourd'hui sont celles de toute l'histoire du pays ». Ndabirabe est rarement de Hutus et de Tutsis. Il préfère user de paraboles. Il y aurait d'un côté « l'ethnie dont le colonisateur ne voulait pas », la « base sociale démocratique », et, de l'autre, « l'ethnie qui se disait née pour gouverner ». Le génocide ? C'est comme les armes chimiques en Irak, dit-il. Une invention de l'élite intellectuelle. « Un diplomate a eu à raconter les caciques du régime fait ce constat : « Les plus francs sont obnubilés par la question Hutus-Tutsis. C'est vrai que la société civile est majoritairement tutsie, mais ils oublient l'origine de cette crise : le mécontentement social. » « Le génocide, poursuit ce diplomate comme en Éthiopia au moment onusien, on le craint tous. Mais le danger le plus immédiat, c'est une guerre civile. » N'est-ce pas déjà ? Des mouvements de rébellion aux contours encore flous ont vu le jour. Ils se trouvent pour la plupart aux frontières extérieures du pays, mais certains seraient à l'intérieur, tout près de la capitale, dans les monts incontrôlables du Bujumbura rural, ou plus loin, dans le Sud. La peur omniprésente dans la capitale, épicentre des tensions, les heurts sont quotidiens. Un jour, c'est un policier qui est visé par une grenade ; un autre, c'est un civil qui est abattu par la police ; un troisième, ce sont des jeunes sur lesquels on tire dans un bar. Les disparitions se comptent par dizaines, les arrestations par centaines. La mort, dit un habitant du quartier contestataire de Mutakura, « peut vous prendre à tout moment et venir de n'importe où ». Nul n'est à l'abri, pas les barons du régime : en août 2015, le redouté Adolphe Nshimirimana, le bras droit de Nkurunziza, est tombé dans une embuscade. Des armes circulent, d'autres sont cachées. La police assure avoir découvert un complot d'origine rwandaise et visant à ensanglanter la capitale avant le sommet de l'Union africaine. Le conflit évolue, mais il est encore trop tôt pour évoquer une guerre. « La répression des autorités, la rébellion embryonnaire répond par des actes isolés, souvent aveugles : un tir d'obus, une grenade. On ne manifeste plus à cause de l'interdiction des armes. Les quartiers contestataires ont vu des parties de leurs habitants, qui ont fui, dans d'autres parties de la ville réputées plus sûres, en province ou à l'étranger, au Rwanda, en Tanzanie ou en Ouganda. On ne compte plus les boutiques fermées et les portes de maisons cadenassées. Les nuits sont silencieuses dans les faubourgs. « On ne sort plus. Le soir, on rentre à 18 heures au plus tard. Le danger peut venir de partout. Il suffit d'être jeune pour être un ennemi », déplore un habitant du quartier de Musaga. Cette peur est comme le vent : invisible mais éternelle le fait d'être hutu ou tutsi n'y change rien. Et ce sentiment ne s'arrête pas aux portes de Bujumbura. L'enfer n'est pas du paradis, même si les campagnes sont plus calmes. « Une heure de la capitale, dans les montagnes qui, au fil des années, ont servi de repaire aux différents rébellions, on a acquis les mêmes réflexes qu'à la ville. On rentre avant la tombée de la nuit. Au bistrot, la peur des oreilles indiscrettes interdit tout débat politique. « Notre espérance de vie est de vingt-quatre heures renouvelables », résume un habitant d'une des collines. L'ONU EN FORCE Preuve de l'absence que l'on porte à New York au conflit burundais et de la grande inquiétude qu'il suscite (l'ONU a dénoncé, les massacres ethniques, des charniers et des viols collectifs commis par les forces de sécurité), une mission du Conseil de sécurité se rendra à Bujumbura du 20 au 22. Chacun des quinze pays membres y enverra un représentant. Objectif : rencontrer les personnalités les plus influentes du gouvernement, les partis politiques, la société civile et « espérer-t-on » au siège de l'ONU -, le président Pierre Nkurunziza, afin de les pousser à renouer le dialogue. Cette mission fera escale à l'aller et au retour à Addis-Abeba, afin de s'entretenir avec les responsables de l'Union africaine. « Il est d'agir, estime un diplomate onusien. Le pouvoir n'envisage pas de négocier et l'opposition n'envisage plus pour faire tomber le régime. » Si la perspective d'envoyer des Casques bleus n'est encore qu'hypothétique, de plus en plus sérieusement à New York. Mais même une force de 4 000 hommes aurait « des capacités très limitées », peut-on lire dans le rapport onusien signé par Hervé Ladsous. Rémi Carayol